



---

**Commission économique pour l'Europe**

Conférence des statisticiens européens

**Groupe d'experts de la comptabilité nationale****Dix-huitième session**

Genève, 9-12 avril 2019

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

**Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau****Ordre du jour provisoire annoté de la dix-huitième session**

Qui s'ouvrira au Palais des Nations, à Genève, le 9 avril 2019, à 9 h 30, dans la salle VII.

**I. Ordre du jour provisoire**

1. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau.

**A. Réunion spéciale consacrée à l'Europe orientale, au Caucase et à l'Asie centrale, à l'Europe du Sud-Est et à d'autres pays intéressés**

2. Principales recommandations du Guide pour la mesure de la production mondiale.
3. Coopération institutionnelle aux fins de la compilation des statistiques sur la production mondiale.

**B. Groupe mixte d'experts de la comptabilité nationale**

4. Séminaire sur les unités chargées des grands groupes.
5. Partage des données en vue de mieux mesurer les activités des groupes d'entreprises multinationaux.
6. Comptabilisation de la production et de la consommation mondiales dans un contexte national.
7. Travaux de recherche en cours concernant la numérisation.
8. Travaux futurs et adoption du rapport.
9. Questions diverses.



## II. Ordre du jour provisoire annoté

### Point 1

#### Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

1. La session est organisée en application d'une décision prise par la Conférence des statisticiens européens en juin 2017 (ECE/CES/2017/13) et de la recommandation de la précédente session du Groupe d'experts sur la comptabilité nationale, tenue en mai 2018.

#### A. Réunion spéciale consacrée à l'Europe orientale, au Caucase et à l'Asie centrale, à l'Europe du Sud-Est et à d'autres pays intéressés

*Organisateurs : Association européenne de libre-échange (AELE), Eurostat, Division de statistique de l'ONU et CEE.*

2. Ce module est consacré aux questions de mise en œuvre du Guide de la CEE pour la mesure de la production mondiale (2015) et met particulièrement l'accent sur les difficultés et besoins des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et de l'Europe du Sud-Est. Il s'inscrit dans le prolongement des recommandations formulées au cours de la Réunion spéciale consacrée aux pays d'Europe orientale, du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe du Sud-Est tenue le 22 mai 2018 et de l'atelier sur la cohérence entre les comptes nationaux et la balance des paiements (Minsk, 3-5 octobre 2017), dans lesquelles il a été demandé d'appuyer la refonte des questionnaires et des processus de collecte des données afin de mesurer correctement les transactions liées aux multinationales et à la production mondiale. Il examinera plus en profondeur les questions méthodologiques et pratiques ci-après.

### Point 2

#### Principales recommandations du Guide pour la mesure de la production mondiale

3. Ce point vise à présenter les principaux types d'accords de production mondiale (concernant les biens envoyés à l'étranger pour transformation, le négoce international, ainsi que les producteurs de biens sans usine et les services connexes) et à déterminer lesquels sont les plus utiles pour les pays d'Europe orientale, du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe du Sud-Est. Il sera également question de la répartition des unités associées à la production mondiale par secteur d'activité et des principes régissant l'enregistrement de leurs transactions.

### Point 3

#### Coopération institutionnelle aux fins de la compilation des statistiques sur la production mondiale

4. Au titre de ce point, des exemples concrets de traitement des unités associées à la production mondiale dans les comptes nationaux et les statistiques de balance des paiements seront présentés. Une attention particulière sera accordée à la coopération entre les entités qui produisent des statistiques macroéconomiques en la matière, notamment celles chargées de la compilation des comptes nationaux, de la balance des paiements et des statistiques commerciales. Les exposés porteront sur les modes de recensement des unités visées dans les accords de production mondiale et sur des problèmes liés aux données : les sources de données à utiliser, les difficultés rencontrées au cours de la collecte de données, la révision des questionnaires et des bases d'échantillonnage, les méthodes d'évaluation et les ajustements. Les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet IGA d'Eurostat sur les comptes nationaux et la production mondiale seront également présentés.

## B. Groupe mixte d'experts de la comptabilité nationale

### Point 4

#### Séminaire sur les unités chargées des grands groupes

*Organisateurs : Équipe spéciale de la CEE sur l'échange et le partage de données économiques.*

*Contributions : Statistique Canada, Office de statistique de Finlande, Bureau central de statistique d'Irlande, Institut national italien de statistique, Office de statistique des Pays-Bas, Office de statistique de Pologne (à confirmer), Office national de statistique du Royaume-Uni et Eurostat.*

5. La discussion sur le rôle essentiel des unités chargées des grands groupes dans la mesure de la production mondiale se poursuivra au titre de ce point. Elle se fondera sur l'expérience acquise par plusieurs pays ayant créé, au sein de leur organisme national de statistique, une unité spécialisée chargée de la communication et des relations avec les plus grands groupes d'entreprises multinationaux, ainsi que de la collecte et du traitement des données et de l'assurance qualité. Des informations seront également communiquées au sujet des dernières initiatives lancées dans ce domaine. Ce séminaire se conclura par une table ronde sur l'avenir du réseau mondial d'experts chargés de la collecte et du rapprochement des données concernant les entreprises multinationales.

6. Le séminaire sera axé sur les thèmes ci-après.

#### a) **Place des unités chargées des grands groupes au sein des organismes nationaux de statistique**

7. Les bureaux statistiques déjà dotés d'une unité chargée des grandes entreprises se distinguent souvent par la place que celle-ci occupe au sein de leur organigramme. Cette unité est souvent proche du service chargé de la collecte des données sur les entreprises multinationales ; cette tâche peut même faire partie de son mandat. Les exposés faits par des pays où de telles unités sont déjà opérationnelles porteront sur les bonnes pratiques et les éléments utiles au sein de leur organisation actuelle, ainsi que sur les points à améliorer.

#### b) **Visites d'étude auprès d'unités chargées des grands groupes**

8. L'axe de travail d'une telle unité peut varier selon le pays, par exemple en fonction de la structure et de la taille de l'économie. Indépendamment de ces différences, les visites d'étude dans des pays qui ont l'expérience de telles unités se sont avérées très utiles. Au titre de ce point, les pays visiteurs feront part de leurs réflexions sur les points forts des pays visités, donneront leur avis sur l'utilité des pratiques étudiées et indiqueront les meilleures pratiques qu'ils entendent mettre en place. Le rôle de l'organisateur de la visite d'étude sera également examiné. Ce point est abordé pour encourager les pays à apprendre les uns des autres.

#### c) **Appui aux activités des unités chargées des grands groupes au sein de l'Union européenne et au-delà**

9. Un tour d'horizon des activités d'Eurostat relatives aux unités chargées des grands groupes permettra aux participants de prendre connaissance des récentes initiatives lancées pour soutenir la création de telles unités dans les pays de l'Union européenne. Il comprendra un exposé sur la formation consacrée à ces unités, organisée dans le cadre du Programme européen de formation statistique (ESTP), et sur la subvention qui est désormais accordée en cas de création d'une telle unité, en fonction de la situation du pays en question. Un forum de discussion sur cette subvention donne aux pays intéressés la possibilité de faire part de leur expérience et de poser des questions. En outre, la façon dont ces activités pourraient être également utiles à des pays ne faisant pas partie de l'Union européenne sera examinée.

**d) Sujets propres aux unités chargées des grands groupes**

10. Au titre de ce point, l'accent sera mis sur certaines activités spécifiques de ces unités, notamment les activités de profilage, les ajustements concernant le commerce de marchandises et la définition des populations qu'elles couvrent. À cette occasion, la question de la mesure de la valeur ajoutée apportée par ces unités sera également abordée.

11. En outre, Eurostat présentera un document consacré au projet de profilage européen visant à améliorer la mesure des activités des groupes multinationaux. La mondialisation économique et la façon dont les entreprises multinationales s'organisent ont conduit à une complexification croissante des organisations et au creusement de l'écart entre leur structure juridique et leur structure économique. De ce fait, il est de plus en plus difficile d'évaluer les activités des entreprises multinationales à l'échelle mondiale et leur poids économique au niveau national. Par conséquent, depuis dix ans, Eurostat et les instituts nationaux de statistique en Europe s'emploient à appliquer une vision internationale, utile et cohérente aux entreprises multinationales en activité en Europe. Des efforts importants ont été déployés pour cerner « l'entreprise » au sens économique, au moyen du « profilage ». L'établissement de profils est une méthode permettant d'analyser les structures juridiques, opérationnelles et comptables d'un groupe d'entreprises dans le but de déterminer les unités statistiques faisant partie de ce groupe et les liens qui les unissent ainsi que les structures qui se prêtent le plus efficacement à la collecte de données statistiques. Eurostat et les instituts nationaux de statistique européens ont créé une base de données regroupant les entreprises multinationales sises en Europe dont le profil a été établi. Le document présenté exposera : 1) la façon dont l'établissement de profils permet d'avoir une meilleure vision des entreprises multinationales, aux niveaux tant mondial que national, ainsi que des exemples de plusieurs activités ; et 2) des résultats quantitatifs tirés de la base de données d'Eurostat.

**e) Table ronde**

12. Une table ronde sur les buts et les avantages d'un réseau d'unités chargées des grands groupes conclura l'examen de ce point. Les intervenants donneront leur avis et débattront avec le public au sujet des moyens de renforcer la collaboration afin de mieux comprendre et faire concorder les données relatives aux entreprises multinationales.

**Point 5****Partage des données en vue de mieux mesurer les activités des groupes d'entreprises multinationaux**

*Organisateurs : Équipe spéciale de la CEE sur l'échange et le partage de données économiques.*

*Contributions : Office de statistique de Finlande ; Office fédéral allemand de la statistique (Destatis) et Deutsche Bundesbank ; Eurostat, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et CEE.*

13. Ce point est consacré à l'état d'avancement des travaux de l'Équipe spéciale de la CEE sur l'échange et le partage de données économiques. L'expérience récemment acquise et les activités menées au titre de l'examen des entreprises multinationales, à l'échelle internationale, en matière d'analyse de leurs données et de facilitation du partage de données, seront également abordées. Il sera aussi question de la façon dont les pays ont donné suite aux recommandations formulées dans le cadre de l'Initiative sur les lacunes en matière de données du G20, dans le domaine du partage de données.

14. Un exposé d'Eurostat sur la façon dont le profilage européen pourrait appuyer l'échange et le partage de données économiques à l'avenir décrira les différents rôles des organismes nationaux de statistique et les stratégies de collecte des données pour ce qui concerne les entreprises multinationales selon que leur siège ou leurs entreprises affiliées se trouve(nt) dans le pays ou à l'étranger. Tous les échanges de données se font par l'intermédiaire de l'outil de profilage interactif, qui est la plateforme électronique sécurisée créée par Eurostat pour les microdonnées confidentielles. À ce jour, le profil de quelque

400 entreprises multinationales a été établi dans le cadre d'un travail de collaboration. Eurostat présentera également des idées sur l'avenir du profilage européen et sur la façon dont il pourrait contribuer à l'échange et au partage de données économiques. Il examinera comment le réseau constitué par ceux qui établissent les profils et leur capacité à collaborer au-delà des frontières pourrait soutenir l'échange de données, notamment au moyen de l'outil de profilage interactif, du répertoire EuroGroups et du dispositif d'alerte rapide de l'Union européenne.

15. Dans sa communication consacrée à l'amélioration de la mesure des services de production manufacturière, l'Allemagne présentera un projet lancé en 2018 par l'organisme national allemand de statistique (*Destatis*) et la Deutsche Bundesbank sur le couplage de microdonnées dans le but de repérer les différences entre les données concernant ces services dans les statistiques du commerce extérieur et celles figurant dans les statistiques de la balance des paiements. Il décrira notamment les mesures prises pour enquêter sur les cas d'absence de données ou de sous-évaluation notable. Il sera aussi question des principales causes des différences relevées s'agissant des populations étudiées et des valeurs consignées.

## **Point 6**

### **Comptabilisation de la production et de la consommation mondiales dans un contexte national**

*Organisateurs : Statistique Canada, Eurostat et CEE.*

*Contributions : Bureau australien de statistique, Statistique Canada, Bureau central hongrois de statistique, Bureau d'analyse économique des États-Unis, Fonds monétaire international (FMI), Institut national de statistique, de géographie et d'informatique du Mexique, Banque des règlements internationaux et Eurostat.*

16. Ce point permettra d'examiner les pratiques des pays en matière de comptabilisation de la production mondiale, notamment les recherches menées actuellement et l'expérience acquise dans la mise en œuvre des recommandations du Guide de la CEE pour la mesure de la production mondiale. Il permettra également de réfléchir à la manière dont les recommandations sur l'organisation des travaux futurs énoncées dans le Guide ont été appliquées ou pourraient l'être, dans le contexte des travaux en cours au niveau international. La deuxième partie du débat sera axée sur l'expérience acquise aux niveaux national et international en ce qui concerne la mesure des chaînes de valeur mondiales et des activités internationales des ménages, lesquelles sont en plein essor.

17. Dans sa communication sur l'activité économique des entreprises sous contrôle étranger et l'utilisation d'autres sources de données en plus des statistiques officielles pour répondre aux questions de politique générale, le Bureau australien de statistique contribuera au débat international sur l'utilisation novatrice de données administratives aux fins de la conception d'outils de mesure statistique pour l'investissement international et le commerce international et, partant, de l'élaboration des politiques. Il présentera le déroulement et les conclusions d'un projet statistique qu'il a mené récemment à la demande du Département des affaires étrangères et du commerce et de la Commission australienne pour le commerce et l'investissement (Austrade), l'objectif étant de mesurer l'activité économique des entreprises sous contrôle étranger en Australie. Il exposera en outre les déterminants de la politique relative aux investissements étrangers qui sous-tendent le projet, la portée de celui-ci, des définitions et la stratégie adoptée pour évaluer l'activité économique, à savoir conjuguer données officielles du Bureau de statistique et nouvelles sources de données. Les avantages de cette démarche innovante et les difficultés qu'elle crée seront examinés. Le Bureau australien de statistique terminera par un point sur l'avenir et décrira dans quelles activités innovantes il a l'intention d'investir s'agissant de la mesure statistique du commerce et des investissements internationaux.

18. Dans sa communication sur les activités des entreprises canadiennes liées à la chaîne d'approvisionnement, de production et de distribution mondiale, Statistique Canada présentera les résultats d'une enquête qu'il a menée en 2017. L'objectif de cette enquête était de mesurer l'étendue des activités mondiales des entreprises canadiennes. Pour ce

faire, Statistique Canada a recueilli des informations sur l'achat, la production et la vente de biens à l'étranger par les entreprises canadiennes et cherché à savoir si ces entreprises réalisaient des activités de fabrication ou de transformation pour des clients canadiens ou étrangers et si elles faisaient appel à d'autres entreprises canadiennes ou étrangères pour des activités de transformation ou des travaux sur commande. Les 300 plus grands producteurs mondiaux au Canada ont participé à l'enquête. La communication sera également axée sur certains des enseignements tirés, l'accent étant mis en particulier sur le type d'informations que les entreprises peuvent transmettre aux organismes de statistiques.

19. Les statistiques officielles font état d'un ralentissement important de la croissance de la productivité globale aux États-Unis depuis 2004. Dans leur communication sur le transfert des bénéfices à l'étranger et la mesure de la productivité nationale, le Bureau d'analyse économique, l'Université du Minnesota et l'Université du Wisconsin expliqueront comment la stratégie des entreprises multinationales américaines consistant à transférer leurs bénéfices à l'étranger influe sur le produit intérieur brut et, par conséquent, sur la mesure de la productivité. Conformément aux lignes directrices internationales en matière de statistiques, une partie de la production des multinationales américaines n'est pas comptabilisée dans les mesures officielles de la production américaine du fait de cette stratégie de transfert. Les contributeurs présenteront un autre moyen de mesurer la valeur ajoutée en tenant compte des transferts de bénéfices grâce à une méthode de répartition par formule. Ces corrections font augmenter le taux de croissance de la productivité globale mais elles n'éliminent pas le ralentissement de la productivité mesurée. D'autres méthodes permettant de résoudre le problème de la prise en compte des transferts de bénéfices dans les statistiques économiques officielles seront examinées.

20. Dans son état des lieux des projets européens liés à la mondialisation, Eurostat donnera une vue d'ensemble des initiatives européennes actuelles ayant trait à la mondialisation dans le contexte des statistiques macroéconomiques et des statistiques d'entreprises. Les multinationales posent de sérieux problèmes s'agissant de la fiabilité et de la crédibilité des statistiques officielles, et il est donc nécessaire de recenser les meilleures pratiques et de s'accorder sur des directives concrètes qui favoriseraient la comparabilité des données à l'échelle internationale. Au niveau européen, étant donné l'importance d'une collaboration étroite entre les responsables de la comptabilité nationale, les experts de la balance des paiements et les experts des statistiques d'entreprises, une équipe spéciale conjointe réunissant des responsables des directions chargées des statistiques d'entreprises et des statistiques macroéconomiques de différents pays de l'Union européenne a été créée et des réunions sont régulièrement organisées entre groupes techniques et à l'occasion de l'élaboration de nouveaux projets. La présentation portera plus précisément sur plusieurs initiatives en cours, à savoir le système d'alerte rapide, les travaux sur le revenu national brut, l'équipe spéciale chargée des comptes mondiaux intégrés et de la production mondiale, le projet FIGARO (comptes internationaux complets en vue des recherches relatives à l'analyse des entrées-sorties), le répertoire EuroGroups et l'établissement de profils au niveau européen. Le succès de toutes ces initiatives repose essentiellement sur la coopération et la collaboration avec des organismes nationaux et internationaux au moyen de canaux de communication sécurisés.

21. Dans sa communication consacrée aux moyens de mesurer l'économie fondée sur le savoir et les données à l'heure de la mondialisation, le FMI se penchera sur l'enregistrement des données dans la comptabilité nationale. À l'aube de l'économie moderne fondée sur le savoir, le premier objectif stratégique des entreprises était de produire et de détenir des actifs de propriété intellectuelle traditionnels, tels que des brevets ou des droits d'auteur. Toutefois, ces entreprises se tournent aujourd'hui vers la production et le contrôle de données. Plus l'économie se fonde sur le savoir et les données, plus elle devient difficile à mesurer. Les statisticiens nationaux s'appuient souvent sur les registres comptables des entreprises ou sur des enquêtes menées auprès de celles-ci pour établir des estimations, alors même que l'évolution des méthodes comptables des entreprises ne permet toujours pas de mesurer la valeur des actifs incorporels et que les multinationales interviennent dans plusieurs pays à la fois, souvent sous la conduite d'une structure de gestion ou de contrôle unique. La présentation portera sur l'enregistrement des données en tant qu'actifs dans les comptes nationaux et sur les possibles méthodes d'estimation. En outre, la mondialisation rend l'enregistrement statistique plus complexe car, contrairement

à la propriété juridique, il n'est pas aisé d'attribuer la propriété économique d'un actif de propriété intellectuelle au sein d'un groupe multinational. C'est pourquoi la présentation traitera également de la question de la propriété économique, des possibilités d'enregistrement et de l'incidence sur les normes internationales (Système de comptabilité nationale de 2008, et sixième édition du Manuel de la balance des paiements) et sur le Guide de la CEE pour la mesure de la production mondiale.

22. Dans sa communication sur l'établissement du profil de la participation de la Hongrie dans la chaîne de valeur mondiale de l'automobile, le Bureau central hongrois de statistique expliquera comment il est possible de dresser le profil des chaînes de valeur mondiales à l'échelle nationale, c'est-à-dire recenser les entreprises et déterminer leur position précise dans la chaîne de valeur et déterminer dans quelle mesure et de quelle manière ces chaînes sont ancrées dans l'économie nationale. La part de l'industrie automobile dans l'économie hongroise augmente progressivement depuis 1989 et ce secteur est aujourd'hui le plus important du pays, tant au niveau microéconomique que macroéconomique. C'est pourquoi il fait à présent l'objet de travaux de recherche collaboratifs entre le Département chargé de la comptabilité nationale et le LCE. Ces recherches sont principalement fondées sur les registres et la base de données sur la TVA, celle-ci ayant servi à recenser les clients et les fournisseurs des entreprises analysées. Toutefois, plusieurs difficultés d'ordre méthodologique se sont présentées (par exemple, l'hétérogénéité sectorielle des acheteurs) et d'autres sources de données ont dû être envisagées. Les résultats de ces travaux seront exploités par le Bureau central hongrois de statistique à des fins de prévision et de validation. Les résultats pourront revêtir un intérêt particulier en cas de récession due à la sensibilité de l'industrie automobile aux cycles économiques.

23. Dans sa communication sur les tableaux élargis des ressources et des emplois au Mexique, l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique du Mexique présentera les principales difficultés de compilation et les résultats obtenus. La mondialisation nécessite de produire de nouvelles statistiques complémentaires qui fournissent des informations sur les interdépendances entre pays et sur les effets de celles-ci sur les économies nationales. Les tableaux élargis des ressources et des emplois sont un ensemble de tableaux qui détaillent les flux intersectoriels avec davantage de granularité et sont axés sur l'international, c'est-à-dire qu'ils accordent une attention particulière aux unités économiques qui interagissent avec d'autres pays. Ces tableaux permettent différents niveaux de ventilation en fonction de l'axe de recherche : répartition du capital, exportations, taille de l'unité économique, etc. Les contributeurs décriront les principaux problèmes qu'ont posés les différents niveaux de ventilation et la manière dont ils ont été réglés, ainsi que les principaux résultats de ce projet.

24. Les réformes entreprises après la grande crise financière de 2007-2009 ont notamment eu pour conséquence, dans le domaine des statistiques financières, la collecte d'une très grande quantité de données issues des référentiels centraux et qui ont éclairé d'un jour nouveau les marchés mondiaux des produits dérivés. Dans sa communication consacrée aux risques que présentent les produits dérivés pour les entreprises qui mènent des activités à l'international et à l'éclairage qu'apporte le rapport du Comité Irving Fisher sur les données issues des référentiels centraux, la Banque des règlements internationaux présentera les résultats de l'enquête que le Comité Irving Fisher a menée auprès des banques centrales en 2018. Selon cette enquête, les données issues des référentiels centraux sont particulièrement utiles pour l'évaluation des risques macroprudentiels. En revanche, la disponibilité des données, qui diffère d'un pays à l'autre, continue de peser sur les analyses, et il existe un certain nombre de lacunes, en particulier s'agissant des renseignements relatifs aux contrepartistes. Il ressort également de l'enquête que la plupart des banques centrales contrôlent régulièrement la qualité des données. En ce qui concerne l'avenir, les banques centrales prévoient de lancer d'autres initiatives visant à améliorer la qualité, l'accent étant mis en particulier sur les activités coordonnées. La normalisation des données devrait jouer un rôle clef à cet égard.

25. Dans sa communication sur la question de la mondialisation des consommateurs canadiens, Statistique Canada présentera la manière dont il mesure, dans la comptabilité nationale, les importations directes des consommateurs. Aujourd'hui, les consommateurs peuvent acheter à tout moment des biens provenant du monde entier. Ils peuvent comparer les prix, lire des commentaires sur les produits et suivre la livraison de leur achat en temps réel. Cet état de fait a une incidence non négligeable sur la manière dont la consommation des ménages, les prix à la consommation et le commerce international sont analysés et mesurés. À de nombreux égards, les consommateurs se sont mondialisés et sont aujourd'hui les « importateurs officiels » dans un nombre croissant de transactions. Les contributeurs se sont attachés à quantifier la mesure dans laquelle les Canadiens importent directement des biens et des services et l'incidence que cela a sur les comptes nationaux et la balance des paiements canadienne.

26. L'examen de ce point de l'ordre du jour s'achèvera par une table ronde sur les enseignements tirés de l'application des dispositions du Guide de la CEE pour la mesure de la production mondiale ainsi que des recommandations du Système de comptabilité nationale de 2008 et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements en ce qui concerne la mondialisation.

## Point 7

### Travaux de recherche en cours concernant la numérisation

*Organisateurs : Bureau d'analyse économique des États-Unis et OCDE.*

*Contributions : Bureau australien de statistique, Bureau d'analyse économique des États-Unis, Institut national de statistique, de géographie et d'informatique du Mexique et OCDE.*

27. La numérisation de l'économie est l'un des facteurs qui a conduit à une mondialisation accrue des transactions économiques. Les obstacles physiques se réduisent pour la production et la prestation d'un nombre croissant de services. Les commandes effectuées sur des sites tels qu'Amazon ou Alibaba en sont un exemple évident. Par ailleurs, les activités des intermédiaires numériques tels qu'Uber ou Airbnb conduisent à la réalisation de transactions internationales pour le paiement des frais d'intermédiation. Plus généralement, tout un chacun peut constater l'accroissement de la part du commerce en ligne transfrontalier. En outre, la possibilité d'enregistrer et de mesurer des données et le fait de fournir « gratuitement » des services (Facebook, etc.) et des ressources (Wikipédia, logiciels open-source) créent des difficultés liées à la nature mondiale de ces activités et à la manière dont elles sont affectées aux différents pays concernés. Un manuel sur le commerce numérique devrait bientôt être achevé. En outre, une proposition concernant la création d'un compte satellite pour l'économie numérique a été formulée. Ce point de l'ordre du jour sera l'occasion de se pencher sur les différentes méthodes employées pour appréhender ces nouveaux phénomènes, que ce soit par l'utilisation de sources de données plutôt traditionnelles ou l'exploitation de nouvelles sources. Des informations seront également communiquées sur les travaux que l'OCDE et le FMI mènent actuellement en vue d'élaborer des orientations sur l'enregistrement des cybermonnaies et des autres avoirs cryptographiques dans les comptes nationaux.

28. Le Bureau australien de statistique présentera la méthode qu'il a adoptée pour mesurer l'activité numérique dans l'économie australienne et les résultats expérimentaux de ce projet. Il est clairement apparu, au cours de récentes discussions avec des décideurs australiens, que le manque de visibilité de l'activité numérique dans les statistiques de comptabilité nationale nuisait à la qualité des analyses et des débats. Pour y remédier, le Bureau australien de statistique publiera au début de l'année 2019 des statistiques expérimentales qui permettront de faire le jour sur la place de l'activité numérique dans l'économie australienne, à la fois en termes de prix courants et de volumes en chaîne. Pour compiler ces estimations expérimentales, le Bureau s'est inspiré des définitions, de la méthode et des hypothèses retenues par le Bureau d'analyse économique des États-Unis pour mettre en œuvre le cadre conceptuel de l'OCDE relatif à l'économie numérique. S'il est admis que cette approche constitue une première application simplifiée du cadre de



l'OCDE, il est extrêmement utile que l'Australie produise un ensemble d'estimations préliminaires qui viendront éclairer le débat et permettront de comparer les activités relevant de l'économie numérique à l'échelle internationale. Dans cette présentation, le Bureau australien de statistique exposera ce qui l'a poussé à mener ces travaux, ainsi que les notions et données de base utilisées et l'approche méthodologique adoptée. Il examinera également les limites de cette approche et les domaines pouvant faire l'objet de travaux futurs.

29. Dans sa communication sur la valeur ajoutée brute du commerce en ligne au Mexique, l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique présentera la démarche qu'il a adoptée pour fournir aux utilisateurs les informations leur permettant d'analyser l'évolution de la valeur ajoutée brute du commerce en ligne à partir de 2013. Cette étude a constitué la première tentative visant à saisir l'importance et l'intérêt de l'économie numérique dans le système mexicain de comptabilité nationale. Pour relever ce défi statistique de manière innovante, l'Institut mexicain a suivi une approche fondée sur l'offre pour mesurer la valeur ajoutée brute du commerce en ligne et a ventilé les résultats obtenus selon plusieurs catégories, à savoir commerce de gros, commerce de détail et autres services fournis au moyen de réseaux informatiques.

30. Le Bureau d'analyse économique des États-Unis attache une importance particulière à un projet visant à mieux mesurer l'économie numérique et s'emploie notamment à mettre au point un compte satellite pour l'économie numérique permettant de produire des statistiques à intervalle régulier. Les premières estimations expérimentales sur l'économie numérique ont été publiées dans un rapport datant de mars 2018. Dans sa communication sur la question, le Bureau d'analyse économique présentera une version actualisée de ce rapport qui tient compte des résultats de la dernière révision des indices de référence et des modifications dues à un meilleur alignement avec le cadre que le groupe consultatif de l'OCDE sur la mesure du PIB dans une économie numérique est en train d'élaborer. En outre, le Bureau décrira en détail les trois grands axes de recherche qu'il suit actuellement s'agissant de mesurer l'économie numérique, à savoir : 1) exploiter des ensembles de données complémentaires afin d'améliorer ses estimations relatives aux dépenses des consommateurs ; 2) évaluer les frontières des comptes afin que ces derniers reflètent avec exactitude les réalités de l'économie moderne ; et 3) élargir la portée des enquêtes pour collecter des informations plus détaillées et plus pertinentes.

## **Point 8**

### **Travaux futurs et adoption du rapport**

31. Les propositions concernant les travaux futurs seront présentées et examinées à cette occasion. Le rapport, dans lequel figureront les principales décisions prises au cours de la session, sera soumis aux participants pour adoption.

## **Point 9**

### **Questions diverses**

32. Les participants qui souhaiteraient proposer l'examen de questions au titre de ce point sont invités à en informer le secrétariat dès que possible.